

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

**Vu** l'arrêté municipal portant délégation de signature

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par GOUGAUD CONSTRUCTIONS 14 boulevard de l'Atlantique - BP 39 44510 LE POULIGUEN, afin de procéder à l'installation suivante : emprise chantier, engin de levage pour approvisionnement de matériaux (résidence Stereden Ma Bro), QUAI RAGEOT DE LA TOUCHE au niveau du n° 15 (entre les avenues des Lilas et Suser), du 24/06/2021 au 25/06/2021

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

#### ARRETE :

**Article 1 :** Du 24/06/2021 au 25/06/2021, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

- > le demandeur est autorisé à installer un engin de levage,
- > le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,
- > la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur et les riverains autant que possible,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

**Article 2 :** Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation appropriée, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

**Article 4 :** Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

**Article 5 :** La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

**Article 6 :** Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

**Article 7 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (gougaud.constructions\_cd@orange.fr)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 18 juin 2021

#signature



## ARRÊTÉ DU MAIRE

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

**Vu** l'arrêté municipal portant délégation de signature

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par WYZOL 59 RUE PITRE GRENOIN 44600 ST NAZAIRE, afin de procéder à l'installation suivante : emprise chantier, grue pour manutention de menuiseries, QUAI RAGEOT DE LA TOUCHE au niveau du n° 19 (entre les avenues des Lilas et Suser), le 25/06/2021

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

#### ARRETE :

**Article 1 :** Le 25/06/2021, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

- > le demandeur est autorisé à installer une grue,
- > le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,
- > la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur et les riverains autant que possible,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

**Article 2 :** Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation appropriée, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

**Article 4 :** Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

**Article 5 :** La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

**Article 6 :** Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

**Article 7 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (b.lecorre@wizol.fr - g.isnard@wizol.fr - 50)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 18 juin 2021

